BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION EN 2006

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : http://www.bceao.int

Directeur de Publication
Ismaïla DEM
Directeur de la Recherche
et de la Statistique
Email : courriers.drs@bceao.int

Impression :
Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie
Direction de la Recherche et de la Statistique
Service de la Balance des Paiements

RAPPORT SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION EN 2006

Février 2008

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 – Dakar – Sénégal

Tel. (221) 33 839 05 00 / Fax. (221) 33 823 93 35
www.bceao.int

SOMMAIRE

Page

Liste des tableaux, des graphiques et des encadrés..... 3

Sigles et abréviations utilisés.....4

Remarques préliminaires 5

Introduction.....**6**

I. Evolution du commerce extérieur de l'Union entre 2003 et 2006.....7

I.1. Les exportations.....7

I.2. Les importations.....10

I.3. La balance commerciale..... 12

II. Analyse des facteurs à l'origine de la dégradation de la balance commerciale.....15

II.1. En 2003, effet du retour des cours du cacao et repli de la production d'or..... 15

II.2. L'accroissement de la facture pétrolière à partir de 2004.....15

II.3. Les contre-performances dans certains secteurs d'exportation..... 17

Conclusion et recommandations.....21

Annexes 23

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

		Page
TABLEAUX		
1	Evolution de la balance commerciale par pays	13
2	Contributions des postes de la balance des paiements à l'accroissement des AEN	14
GRAPHIQUES		
1	Contribution des groupes de produits à la croissance des exportations	7
2	Contribution des groupes de produits à l'accroissement des importations	10
3	Evolution de la balance commerciale	12
4	Evolution de la balance commerciale hors produits pétroliers	16
5	Evolution du cours du pétrole	16
6	Evolution des prix dans la filière cacao	18
7	Evolution du prix du cacao en FCFA courant et constant	20
8	Evolution du prix du coton en FCFA courant et constant	20
ENCADRES		
Encadré 1	Evolution du commerce entre la Chine et l'UEMOA	11
Encadré 2	Balance commerciale et accroissement des avoirs extérieurs nets	13

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

ACP	Afrique Caraïbes et Pacifique
AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BCEAO ou "Banque Centrale"	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAF	Coût Assurance Fret
FOB	Franco A Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IADM	Initiative d'allègement de la Dette Multilatérale
IPPTE	Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	L'ensemble des Etats membres de l'UEMOA

REMARQUES PRELIMINAIRES

Dans le présent rapport, le commerce extérieur est analysé, sauf indication contraire, sur la base des statistiques douanières. Celles-ci sont présentées selon la répartion par produits et l'orientation géographique.

Avant d'être pris en compte dans la balance des paiements, les statistiques douanières font l'objet de divers ajustements. Il s'agit essentiellement des ajustements de classification (isolement du fret et de l'assurance de la valeur CAF pour la ramener à la valeur FOB), les ajustements du champ couvert (déduction des biens acquis par les ambassades, incorporation de l'or marchandise éventuellement et des statistiques sur le commerce non contrôlé ou informel), et les ajustements chronologiques (correction du décalage entre la date du transfert de propriété et le passage effectif des marchandises à la frontière douanière). Au titre de ce dernier ajustement, les rapprochements s'effectuent entre les déclarations des Services des douanes et celles des opérateurs (grosses entreprises suivies par enquête).

Pour la plupart des groupes de produits, les données douanières nationales ont été agrégées afin d'obtenir les agrégats à l'échelle régionale. Cette méthode conduit à une surestimation du commerce extérieur de l'Union dans la mesure où les montants obtenus incluent les échanges intra-communautaires. Elle n'a toutefois pas d'incidences notables sur l'analyse des tendances du commerce extérieur.

Enfin, il convient de noter que les données de base sont dépouillées par les Directions Nationales de la BCEAO et communiquées au Siège selon un canevas harmonisé.

INTRODUCTION

L'élaboration d'un rapport sur le commerce extérieur s'inscrit dans le cadre de l'approfondissement de l'analyse des comptes extérieurs des Etats membres de l'UEMOA. Les échanges extérieurs de biens constituent, en effet, l'une des principales composantes de la balance des paiements et sont, à cet égard, déterminants dans l'évolution de la position extérieure des Etats de l'Union.

Le commerce extérieur de l'Union demeure dominé par l'exportation de matières premières (produits agricoles et miniers) et est soumis à la persistance de contraintes structurelles internes, ainsi qu'à des fluctuations importantes, en liaison avec l'orientation de la conjoncture internationale. Au cours des années récentes, les performances commerciales des pays membres de l'Union n'ont ainsi pas été à la hauteur des attentes. Avec un taux de croissance annuel moyen de 8,9% entre 2003 et 2006, la progression des exportations des pays de l'Union est ressortie en net retrait par rapport aux performances mondiales, en général, et des pays en développement en particulier. Selon les statistiques de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), au cours de la même période, le taux de croissance des échanges mondiaux s'est établi à 17,5% et celui des exportations du continent africain s'est situé à plus de 25,0%. La balance commerciale traditionnellement excédentaire ces dix dernières années, n'a pas cessé de se dégrader depuis 2003 pour aboutir à un déficit en 2005.

Dans le présent rapport, premier de la série, un accent particulier sera mise sur l'analyse des éléments explicatifs des contre-performances du commerce extérieur, au cours de la récente période. Il est articulé autour de deux parties : la première décrit l'évolution et la structure des exportations et des importations entre 2003 et 2006 et la deuxième partie met en exergue les principaux facteurs explicatifs d'ordres interne et externe de la dégradation de la balance commerciale sur cette période.

I. EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ENTRE 2003 et 2006

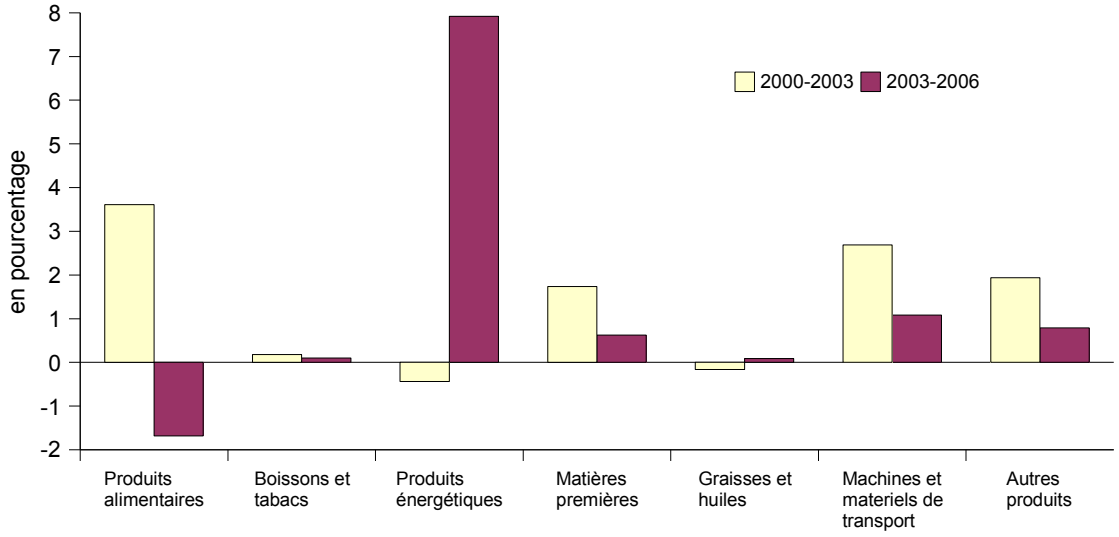
I.1. LES EXPORTATIONS

1.1.1 Evolution globale

Les exportations se sont accrues en moyenne de 8,9% entre 2003 et 2006 contre 9,6% sur la période 2000-2003, pour atteindre 6.750,3 milliards en 2006. Le prix unitaire à l'exportation s'est accru de 0,7%, tandis que les volumes exportés ont augmenté de 8,2%.

A l'instar de la tendance mondiale et de celle de l'Afrique, les exportations ont été tirées par les produits des industries extractives. Les produits agricoles tels que le cacao et le coton ont vu leur influence diminuer. Les ventes extérieures de produits pétroliers, d'or et d'uranium procurent l'équivalent de 39,0% des recettes d'exportation contre 23,9% pour le trio cacao-coton-café en 2006. Ces proportions ressortaient respectivement à 19,1% et 38,6% en 2002.

Graphique 1: Contribution des groupes de produits à la croissance des exportations



Source : BCEAO

Bénéficiant du bon profil des cours sur le marché international, les produits de l'industrie extractive ont contribué pour 9,5 points de pourcentage à la croissance des exportations au cours de la période 2003-2006, alors que leur contribution était quasi-nulle au cours de la période 2000-2003. Le pétrole y a contribué pour 7,8 points de pourcentage, l'or pour 1,6 point de pourcentage et l'uranium pour 0,09 point contre respectivement -0,3 point, 11,1 points et 0,01 point au cours de la période antérieure. Pour leur part, les produits agricoles dans leur ensemble n'ont pas contribué à l'accroissement des exportations au cours de la période 2003-2006, alors que leur contribution atteignait 4,6 points entre 2000 et 2003. En particulier, les contributions de la noix de cajou et du café ont été proches de zéro, soit respectivement 0,16 point et 0,01 point de pourcentage. La contribution du cacao a été négative (-1,9 point), de même que celle du coton (-0,75 point), confirmant la baisse des performances à l'exportation des produits agricoles.

Selon l'orientation géographique, la hausse des exportations a été impulsée par les ventes à destination de l'Amérique, dont la contribution à l'accroissement des ventes extérieures de l'Union s'est établie à 7,0 points de pourcentage au cours de la période 2003-2006, comparée à -1,0 point au cours de la période antérieure. Cette évolution reflète la politique d'ouverture des Etats-Unis en direction des pays africains et l'expansion des ventes du pétrole brut ivoirien vers ce pays.

L'Afrique a contribué pour 5 points de pourcentage à la croissance des exportations de l'Union sur la période 2003-2006. Sa contribution est en baisse par rapport aux 7,0 points enregistrés sur la période 2000-2003. Les échanges ont concerné en particulier le Nigeria, dont la contribution individuelle a atteint 4 points de pourcentage, en relation avec les achats de produits pétroliers et d'articles manufacturés exportés essentiellement par la Côte d'Ivoire et le Bénin. La contribution globale de l'Europe à la croissance des exportations de l'UEMOA a été négative au cours de la période 2003-2006, alors qu'elle a été estimée à plus de 13 points de pourcentage au cours de la période précédente. La baisse de la part du cacao dans les exportations de l'Union explique la réduction de la contribution de l'Europe, région d'accueil des produits agricoles d'exportation de l'Union (café et cacao). Les produits exportés vers l'Asie restent dominés par le coton acheminé vers la Chine, la noix de cajou et les produits chimiques en direction de l'Inde et les produits halieutiques vendus au Japon. En liaison avec les contre-performances enregistrées notamment par les filières coton et noix de cajou, ainsi que les difficultés des Industries Chimiques du Sénégal (ICS), la contribution de cette région est demeurée faible, à l'exception de la Chine, dont le poids dans les exportations de l'Union est passé de 0,6% en 2000 à 4,7% en 2005 (voir encadré 1).

1.1.2. Exportations par produits[1]

La structure des exportations par produit a été marquée au cours de la période récente par une nette progression des ventes de produits miniers et un repli des parts des ventes de produits agricoles (cacao et coton) qui constituaient traditionnellement les premiers biens exportés par les pays de l'Union.

Les produits pétroliers

La hausse des cours du pétrole (35,0% en 2004, 39,6% en 2005) a été favorable aux exportations de l'Union. Elle a favorisé les investissements dans le secteur pétrolier et la relance des activités d'exploration et de production du pétrole. Des gisements en haute mer, dont celui de BAOBAB en Côte d'Ivoire, sont devenus rentables, du fait de la hausse des cours. Le volume de pétrole brut exporté par l'Union a été estimé à plus de 1.300 milliers de tonnes en 2005, destiné principalement aux USA et aux Pays Bas. Le pétrole brut est également raffiné par la Côte d'Ivoire et le Sénégal, et exporté vers les autres pays de la CEDEAO. Cette activité de raffinage a toutefois baissé en 2006, du fait des difficultés rencontrées par la Société Africaine de Raffinage au Sénégal. Au total, les recettes tirées de la vente des produits pétroliers ont été estimées à 1.902,7 milliards en 2006 (contre 567,0 milliards en 2003), soit 28,3% des exportations totales.

1 Seule l'évolution des exportations des principaux produits est retracée dans cette partie. Les ventes des autres biens sont décrites en annexe.

L'or non monétaire

Les exportations d'or ont profité de l'embelli des cours de l'once et de la hausse de la production, induite par la mise en exploitation de la mine de Loulo au Mali, ainsi que le dynamisme du secteur aurifère au Niger et au Burkina Faso. Les quantités exportées sont estimées à 66,0 tonnes en 2006 après 60,0 tonnes en 2005 et 49,0 tonnes en 2004. Quant aux prix moyens à l'exportation, ils sont passés de 5.914,1 FCFA le gramme d'or en 2004 à 6.692,3 FCFA en 2005 et à 9.501,4 FCFA en 2006. L'or occupe la troisième place dans les exportations de l'Union, avec une part estimée à 9,4% en 2006 contre 6,5% en 2003.

L'uranium

Les tonnages d'uranium exportés notamment vers la France se sont stabilisés, tandis que les prix à l'exportation ont enregistré une hausse de 9,1% en 2006, après celle de 10% observée en 2005. Les ventes sont estimées à 79,6 milliards en 2006, soit 1,4 milliard de plus que l'année 2005. Cette progression est en ligne avec le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire dans les pays industrialisés.

Le cacao

Dans l'UEMOA, la baisse de la production, essentiellement exportée vers l'Europe, notamment en France, en Belgique et en Suisse, s'est poursuivie. Les tonnages exportés ont été valorisés à 1.071,0 milliards en 2006 contre 1.378,9 milliards en 2003, soit une diminution de 22,3%. La baisse des exportations de cacao a été de 15,9% en 2004 et de 5,3% en 2005. Ainsi, les ventes de cacao et de ses dérivés, qui constituaient traditionnellement le premier poste des exportations de l'Union et de loin la principale source de revenus de la Côte d'Ivoire, ont régressé au deuxième rang. Elles ont représenté 15,9% des exportations de l'Union en 2006 contre 29,1% en 2002.

Le coton

Les recettes générées par les exportations des produits du coton ont été évaluées à 437,1 milliards en 2006 contre 469,4 milliards en 2005 et 598,6 milliards en 2004, soit un recul de 27,0%. Le repli des exportations en 2005 est attribuable à la tendance baissière des prix à l'exportation. En 2006, les cours ont augmenté de 3,7%, mais les tonnages exportés ont chuté de 14,1% du fait des difficultés d'ordre organisationnel que rencontre la filière et du désintérêt des producteurs pour la culture. La part des produits du coton dans le total des exportations de l'Union a ainsi baissé à 6,5% contre 7,8% en 2005. Le coton, de plus en plus orienté vers la Chine, se retrouve à la quatrième place des sources de devises de l'Union après le pétrole, le cacao et l'or non monétaire.

La noix de cajou

La Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, l'Indonésie et le Bénin représentent près de 90% de la production mondiale de noix de cajou brutes. Leur production est destinée principalement à l'Inde à qui profite la vente du produit fini. Les ventes de noix de cajou ont progressé, en moyenne, entre 2003 et 2006 de 14,2%, en liaison avec l'accroissement de la production en Côte d'Ivoire, premier producteur de l'UEMOA depuis 2005. Une baisse des recettes

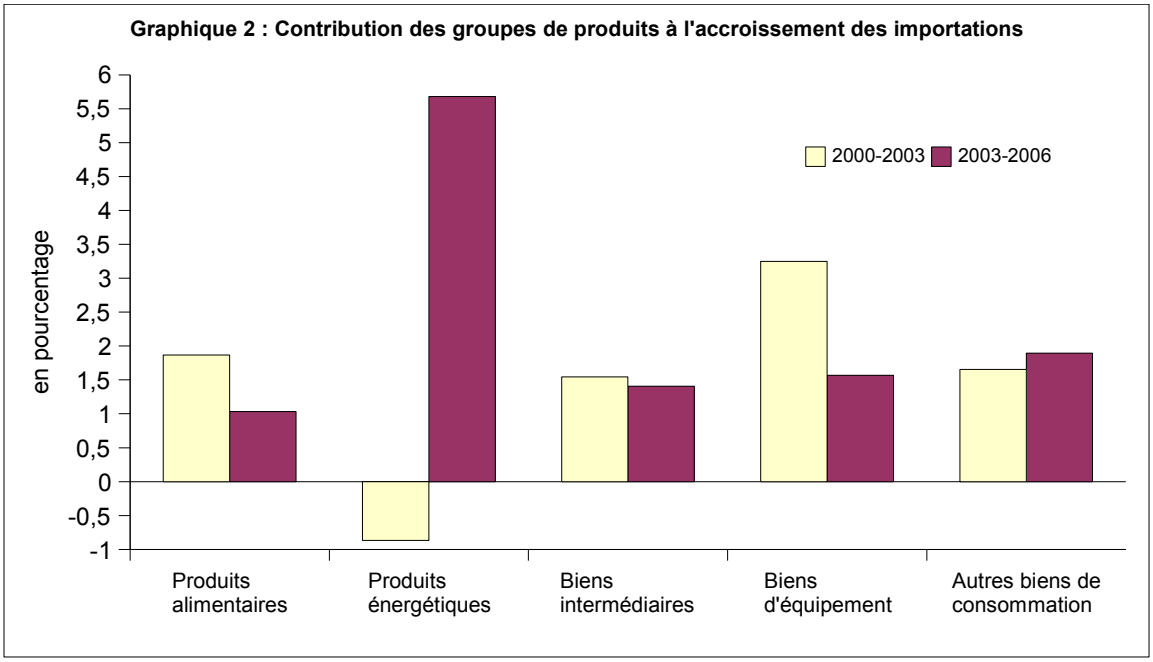
d'exportations de 11,0% à 85,2 milliards a été relevée en 2006, du fait du recul des prix unitaires à l'exportation (-22,8%) et des difficultés dans la commercialisation notée en Guinée-Bissau. La noix de cajou a représenté 1,3% des exportations de l'Union contre 1,6% en 2005.

Le café

La tendance à la baisse des exportations de café vert est interrompue par la hausse de 42,6% des recettes d'exportation en 2006, grâce à l'accroissement de la demande due à l'arrivée de l'Espagne sur la liste des clients et la remontée des cours sur le marché international. Toutefois, à 88,5 milliards en 2006, les ventes extérieures se situent encore à moins de la moitié du niveau atteint en 2000. Les tonnages exportés se sont stabilisés autour de 100.000 tonnes en 2005 et 2006, contre 150.200 tonnes en 2004. La part des produits du café s'établit à 1,3% des exportations de l'Union, comparée à une proportion de 5,5% en 2000.

I.2. LES IMPORTATIONS

Après des taux d'accroissement de 10,1% et 18,7% en 2004 et 2005, les importations en valeur CAF n'ont augmenté que de 6,0% en 2006 pour se situer à 8.097,6 milliards. En volume, les importations de l'UEMOA se sont accrues de 1,4% entre 2003 et 2006 contre une hausse de 6,0% sur la période 2000-2003. Les prix unitaires à l'importation ont connu une accélération entre 2003 et 2006 avec un taux de croissance annuel moyen de 10,0% après une hausse moyenne de 1,4% au cours de la période 2000-2003.



Source : BCEAO

La progression des importations a concerné tous les groupes de produits. A l'image des échanges au niveau mondial, les achats de produits énergétiques ont constitué le premier poste des importations avec une part de 26,4% en 2006 contre 24,2% en 2005, en liaison avec la hausse des cours internationaux. Les achats de ces biens ont enregistré une croissance

moyenne annuelle de 29,1% en valeur et de 5,5% en volume sur la période 2003-2006 contre respectivement des taux de -5,2% et -2,4% au cours de la période 2000-2003. Pour une croissance de 11,6% des importations, la contribution des produits énergétiques est estimée à 5,7 points de pourcentage sur la période 2003-2006.

Les biens intermédiaires et les biens d'équipement ont, pour leur part, contribué respectivement à hauteur de 1,4 et 1,6 point de pourcentage. La hausse des importations de ces biens est en liaison avec le dynamisme du secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) induit par la mise en œuvre des programmes de construction d'infrastructures dans la plupart des Etats. Elle reflète également l'essor de la téléphonie mobile et fixe, dont le marché est en croissance rapide. Les biens d'équipement constituent en 2006 le deuxième poste des importations, avec un poids de 22,5%.

En ce qui concerne les produits alimentaires, leur contribution à l'accroissement des importations est évaluée à 1,0 point de pourcentage. Les achats de riz représentent le premier poste des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production locale face à la concurrence du riz asiatique.

L'analyse croisée des contributions des régions du monde à la croissance des importations laisse apparaître que l'Afrique a contribué pour presque 4,5 points de pourcentage à la croissance des importations de l'Union, grâce notamment au pétrole et aux produits manufacturés en provenance du Nigeria, devenu deuxième partenaire de l'Union. Les importations en provenance de l'Asie sont également en nette progression sous l'impulsion de la Chine et ont concerné les produits alimentaires, notamment le riz ainsi que les produits manufacturés bénéficiant d'une forte compétitivité (cf encadré 1).

Encadré 1 : L'évolution du commerce entre la Chine et l'UEMOA

Les échanges extérieurs des pays de l'Union, jadis concentrés sur les pays occidentaux, et en particulier la France, pour des raisons historiques, se sont progressivement diversifiés. Le total du commerce entre la Chine et les Etats de l'UEMOA a été multiplié par trois entre 2000 et 2005 pour s'établir à 4,9% du total des échanges de l'Union, contre 2,6% en 2000. Cette progression a concerné aussi bien les exportations vers la Chine que les importations en provenance de ce pays. Le solde de ces échanges est ressorti globalement déficitaire sur la période sous revue, pour l'Union dans son ensemble. Le déficit s'est établi en 2005 à 82,6 milliards, en baisse toutefois par rapport à 2000, où il s'était situé à 147,5 milliards. Des excédents ont été, du reste, enregistrés au Bénin et au Burkina depuis 2004, en liaison avec la nette progression des exportations de coton vers la Chine.

Les ventes extérieures des pays de l'Union à destination de la Chine se sont accrues entre 2000 et 2005, en rythme annuel moyen de 129,0%. Elles se sont établies à 226,8 milliards en 2005 contre 21,9 milliards en 2000. Leur part dans le total des exportations s'est ainsi établie à 4,7% en 2005 contre 0,6% en 2000. Le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire et le Mali ont réalisé l'essentiel des ventes vers la Chine avec des parts respectives moyennes entre 2000 et 2005, de 26,6%, 27,2%, 21,5% et 18,3%.

La progression des exportations vers la Chine est en liaison avec la hausse soutenue de sa

demande en matières premières, résultant de l'expansion de son économie. Le coton a constitué le principal moteur de l'accélération des exportations vers la Chine, avec une part estimée à plus de 90,0% au cours de la période sous revue.

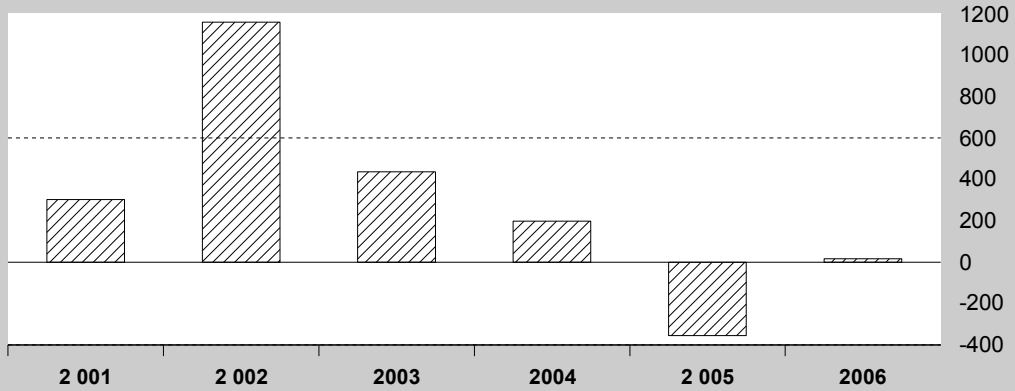
Les importations en provenance de la Chine ont progressé, en moyenne annuelle, de 13,5% entre 2000 et 2005 contre 9,2% pour le total des importations de l'Union. Elles sont ressorties à 309,4 milliards en 2005 contre 169,4 milliards en 2000. La Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Mali sont les premières destinations des produits chinois dans la sous-région avec des parts respectives de 29,1%, 19,0%, 15,0% et 12,5%. La part des importations en provenance de la Chine dans le total des achats à l'étranger des pays de l'Union est passée au cours de la période sous revue, de 4,2% à 5,0%. Par pays, cette part a varié en 2005, entre 8,9% au Bénin et 2,1% en Guinée-Bissau. Elle s'est établie à 7,8% au Togo, 5,5% au Mali et au Niger, 3,8% au Sénégal, 3,1% en Côte d'Ivoire et 2,8% au Burkina. La Chine s'est ainsi positionnée au troisième rang des fournisseurs de la sous-région derrière la France et le Nigeria.

Les importations en provenance de la Chine sont peu concentrées et couvrent une large gamme de produits alimentaires, manufacturiers et de biens d'équipement. Les produits alimentaires, essentiellement composés de céréales et de thé, ont représenté le quart des exportations chinoises vers la sous-région entre 2000 et 2005. Les achats de ces produits se sont toutefois inscrits sur une tendance baissière, se faisant dépasser par les importations de biens d'équipement. Les machines et les appareils électriques ont concerné sur la période sous revue 17,9% des achats en provenance de la Chine, les matériels de transport, 7,4% et les matériaux de construction, 6,9%. Les produits manufacturiers sont dominés par les produits textiles qui ont représenté 19,9% des achats en provenance de la Chine entre 2000 et 2005.

I.3. LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale[2], excédentaire depuis le changement de parité en 1994, s'est inscrite sur une tendance baissière depuis l'année 2003, pour enregistrer en 2005 un déficit de 355,2 milliards. En 2006, le solde des échanges de biens retrouverait un quasi-équilibre avec un excédent de 15,6 milliards, selon les dernières estimations de la balance des paiements.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale (miliards de FCFA)



Source : BCEAO

2 Base FOB-FOB, extraite de la balance des paiements

Tous les pays membres ont contribué à cette baisse de performance du commerce extérieur (cf. tableau 1). L'excédent commercial de la Côte d'Ivoire est passé de 1.965,0 milliards en 2002 à 1.485,8 milliards en 2003, puis à 1.290,3 milliards en 2005 avant de remonter à 1.625,7 milliards en 2006. Dans tous les autres pays, le déficit commercial s'est creusé. Il a été multiplié presque par dix en Guinée-Bissau, passant de 2,9 milliards en 2002 à 27,6 milliards en 2006. Il a plus que doublé au Sénégal, au Niger et au Togo, en passant respectivement de 374,5 milliards, 63,9 milliards et 105,6 milliards en 2002 à 836,5 milliards, 125,7 milliards et 242,8 milliards en 2006. Il s'est également aggravé au Burkina et au Bénin en atteignant respectivement 254,5 milliards et 162,2 milliards contre 210,9 milliards et 161,0 milliards en 2002.

Tableau 1 : Evolution de la balance commerciale par pays (milliards FCFA)

	2 000	2 001	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006
Bénin	-88,1	-131,5	-161,0	-161,6	-144,5	-151,6	-162,2
Burkina	-222,2	-209,5	-210,9	-212,0	-244,7	-293,4	-254,5
Côte d'Ivoire	1058,2	1120,2	1965,0	1485,8	1388,3	1290,3	1625,7
Guinée-Bissau	4,2	0,9	-2,9	-0,1	-3,8	-8,6	-27,6
Mali	-33,4	-7,0	113,4	-35,1	-61,5	-76,2	39,2
Niger	-28,9	-43,1	-63,9	-79,4	-80,8	-154,0	-125,7
Sénégal	-296,7	-311,8	-374,5	-469,9	-521,1	-691,3	-836,5
Togo	-87,4	-116,4	-105,6	-91,1	-133,3	-270,4	-242,8
Total agrégé	305,7	301,8	1159,6	436,6	198,6	-355,2	15,6

* : Estimations BCEAO, importations FOB, exportations FOB

Les termes de l'échange[3], indicateur du pouvoir d'achat des exportations, se sont sensiblement dégradés au cours de la période sous-revue. Déterminés à partir de l'évolution des prix moyens des principaux groupes de produits échangés, ils se sont inscrits en baisse, en moyenne annuelle, de 10,9% entre 2003 et 2006 contre une progression de 11,3% sur la période 2000-2003. Ce repli des termes de l'échanges est en rapport avec la flambée des cours internationaux du pétrole dans un contexte où les prix des principaux produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont enregistré de faibles progressions, voire des baisses.

Ces évolutions ont, avec les contre-performances productives des filières agricoles d'exportation, eu un impact défavorable sur l'orientation du solde des échanges, contribuant ainsi à la dégradation de la balance commerciale. La partie II analyse plus en détail ces différents facteurs.

Encadré 2 : Balance commerciale et accroissement des avoirs extérieurs nets

La contribution des soldes caractéristiques de la balance des paiements à la variation des avoirs extérieurs nets, est obtenue à partir de l'équilibre comptable des comptes extérieurs : BC+SC+SOF = ΔAEN où BC est la balance commerciale, SC représente le solde des transactions courantes excluant la balance commerciale, SOF représente le solde des opérations financières, y compris le compte de capital, ΔAEN représente la variation des avoirs extérieurs nets. Cette

3 Ils sont mesurés par le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et celui des prix à l'importation, établis à partir de la structure des échanges par groupes de produits, l'année 2000 servant de base.

dernière variable coïncide avec le solde global de la balance des paiements.

En divisant chaque membre de l'équation par le stock d'avoirs extérieurs nets de l'année précédente, l'équation devient : $\frac{BC}{AEN_{t-1}} + \frac{SC}{AEN_{t-1}} + \frac{SOF}{AEN_{t-1}} = \frac{\Delta AEN}{AEN_{t-1}}$

Dans cette équation, $\frac{BC}{AEN_{t-1}}$ représente la contribution de la balance commerciale, $\frac{SC}{AEN_{t-1}}$ et $\frac{SOF}{AEN_{t-1}}$ représentent respectivement la contribution de l'ensemble des autres postes du compte courant et celle du compte de capital et d'opérations financières. $\frac{\Delta AEN}{AEN_{t-1}}$ représente le taux d'accroissement des avoirs extérieurs nets.

Pour un accroissement de 22% des avoirs extérieurs nets sur la période 1996-2005, la contribution du solde commercial est estimée à 48 points de pourcentage, contre 21 points pour les transferts courants. Les contributions des services nets et des revenus nets sont négatives. Ainsi, sur la base des contributions au solde global de la balance des paiements, la balance commerciale est apparue comme l'un des facteurs principaux d'accroissement des avoirs extérieurs nets.

Tableau 2 : Contributions des postes de la balance des paiements à l'accroissement des AEN	
Balance commerciale	*0,48*
Services	*-0,83*
Revenus	*-0,58*
Transferts courants	*0,21*
Transferts de capital	*0,36*
Investissements directs	*0,27*
Investissements de portefeuille	*0,01*
Autres investissements	*0,31*
Taux de croissance des AEN (pour mémoire)	*0,22*

Source : BCEAO

II. ANALYSE DES FACTEURS A L'ORIGINE DE LA DEGRADATION DE LA BALANCE COMMERCIALE

II.1. EN 2003, EFFET DU RETOUR DES COURS DU CACAO ET REPLI DE LA PRODUCTION D'OR

Pour la première fois depuis le changement de parité du FCFA en 1994, l'UEMOA a enregistré une baisse de ses exportations en 2003, engendrant une diminution de moitié de l'excédent commercial. Deux phénomènes majeurs ont été à la base de ce repli des exportations. Il s'agit principalement d'un effet de retour des cours du cacao à leur niveau tendanciel et de la baisse de la production d'or.

En effet, en 2002, se fondant sur les effets probables de la crise qui a éclaté en Côte d'Ivoire au dernier trimestre, le marché international avait anticipé une baisse de l'offre mondiale de cacao. Ces anticipations ont entraîné de fortes spéculations sur le marché de cacao qui se sont traduites par une hausse de plus de 60% des prix à l'exportation de ce produit. Les années suivantes, à la faveur de la normalisation de la situation socio-économique en Côte d'Ivoire et l'atténuation des risques qui pesaient sur la production, les prix sont progressivement revenus à leur niveau initial. Entre 2002 et 2003, le prix à l'exportation du kilogramme de cacao est passé de 1.263,1 FCFA à 1.030,8 FCFA, soit une baisse de 18,2%. Cette baisse s'est poursuivie en 2004 (11,8%) et en 2005 (0,9%).

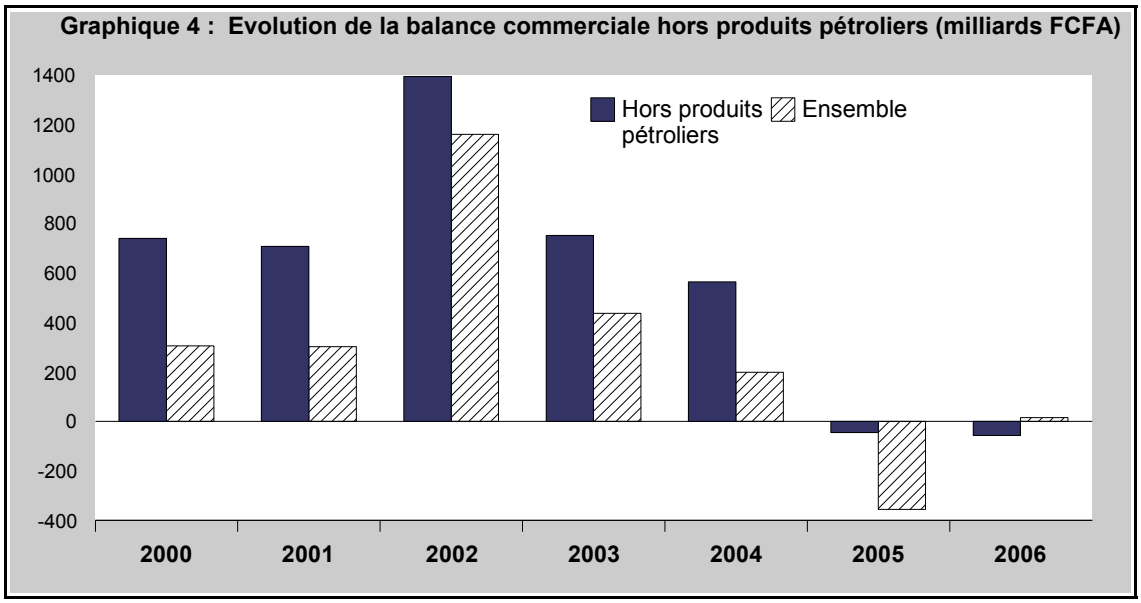
Le repli des exportations de l'UEMOA en 2003 a également un rapport avec la baisse de la production de l'or. Après avoir atteint 66,1 tonnes en 2002, la production d'or a baissé à 54,6 tonnes en 2003, à la suite de difficultés techniques rencontrées dans les mines industrielles au Mali. La baisse a été par ailleurs accentuée par la crise en Côte d'Ivoire, autre pays producteur d'or, tandis qu'au Burkina Faso et au Niger, la réorganisation de la filière n'avait pas encore abouti aux résultats attendus. En outre, au cours de la même période, les prix de l'or ont connu un repli, le gramme ayant été vendu à 6.045,5 FCFA en 2003 contre 6.093,2 FCFA une année plus tôt. Au total, les recettes d'exportation tirées de l'or ont été estimées à 346,9 milliards en 2003 contre 434,6 milliards en 2002, en baisse de 20,2%.

II.2. L'ACCROISSEMENT DE LA FACTURE PETROLIERE A PARTIR DE 2004

La dégradation de la balance commerciale s'est poursuivie entre 2004 et 2006, en liaison avec l'accélération des importations, sous l'impulsion des achats de produits pétroliers. Le taux d'accroissement des importations est ressorti à 10,1% en 2004 et 18,2% en 2005, soit son niveau le plus élevé depuis la dévaluation du FCFA, contribuant à ramener le taux de couverture des importations par les exportations à 95% en 2005 contre 110, 0% en 2003.

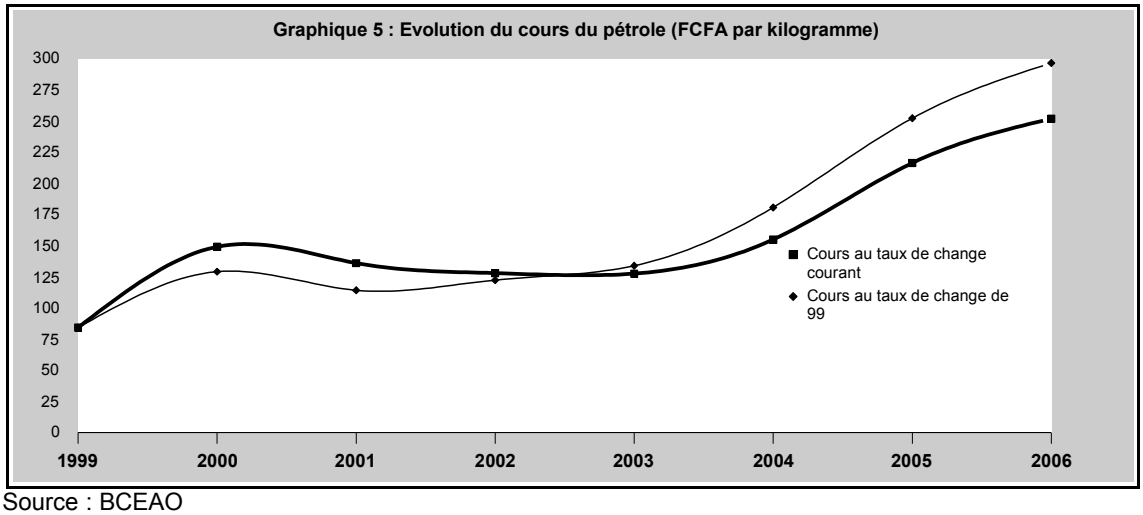
La facture pétrolière a atteint 1.331,8 milliards en 2004, puis 1.852,8 milliards en 2005 contre 1028,5 milliards en 2003, soit une hausse de plus de 80% sur deux ans. Cette hausse s'est poursuivie en 2006 à un rythme, toutefois moins soutenu. L'impact de la hausse des cours du pétrole sur la balance commerciale apparaît sur le graphique 2. Hors produits pétroliers, le solde de la balance commerciale ressortirait avec un excédent moyen de 307,7 milliards entre 2003 et 2006 contre un solde moyen de 73,9 milliards tous biens inclus. Il convient cependant de relever qu'en 2006, le solde des échanges de l'UEMOA sur les produits énergétiques est ressorti globalement excédentaire à 65,0 milliards, en raison de l'augmentation des ventes

extérieures de produits pétroliers de la Côte d'Ivoire. Celles-ci se sont accrues de 48,0% en 2006 après des progressions respectives annuelles de 65,6%, 56,8% en 2005 et 2004. L'incidence de l'alourdissement de la facture pétrolière est donc plus perceptible lorsque l'analyse porte sur les autres pays de l'Union. Pour l'UEMOA, hors Côte d'Ivoire, le déficit énergétique s'est renforcé entre 2003 et 2006 passant de 418,4 milliards à 667,6 milliards, soit un accroissement de 249,2 milliards. Celui-ci représente 44,4% du montant total de la dégradation de la balance commerciale des pays de l'Union en dehors de la Côte d'Ivoire au cours de cette période.



Source : BCEAO

L'impact négatif de la hausse des cours du pétrole sur les importations serait plus important, n'eût été l'effet amortisseur de l'appréciation de l'euro. Du fait des variations du taux de change, les prix exprimés en franc CFA se sont accrus moins vite que les cours en dollar du pétrole sur le marché international.



Source : BCEAO

Le graphique 5 donne l'évolution comparée des cours du pétrole exprimés au taux de change courant et au taux de change de l'année 1999, date de l'avènement de l'euro. Si le taux de change était stabilisé à son niveau de 1999, la hausse des prix à l'importation du pétrole serait de 121,6% entre 2003 et 2006, contre 97,5% constaté.

Au total, il apparaît que la hausse de la facture pétrolière a sensiblement affecté l'évolution de la balance commerciale. Son incidence a été toutefois atténuée par l'essor du secteur pétrolier en Côte d'Ivoire et par l'effet amortisseur de l'appréciation du FCFA. Par ailleurs, l'examen de la balance commerciale, hors produits pétroliers, indique qu'elle s'est dégradée de façon sensible entre 2003 et 2006. Elle est en effet passée d'un excédent de 1.400 milliards en 2002 à 758,4 milliards en 2003 pour dégager des déficits de 28,1 milliards et 38,0 milliards respectivement en 2005 et 2006. Cette évolution reflète l'incidence de facteurs autres que le déficit énergétique, qui ont pesé sur le commerce extérieur de l'Union au cours de la période. En particulier, les contre-performances enregistrées dans les secteurs d'exportation notamment les filières agricoles ont contribué à la dégradation de la balance commerciale de l'UEMOA.

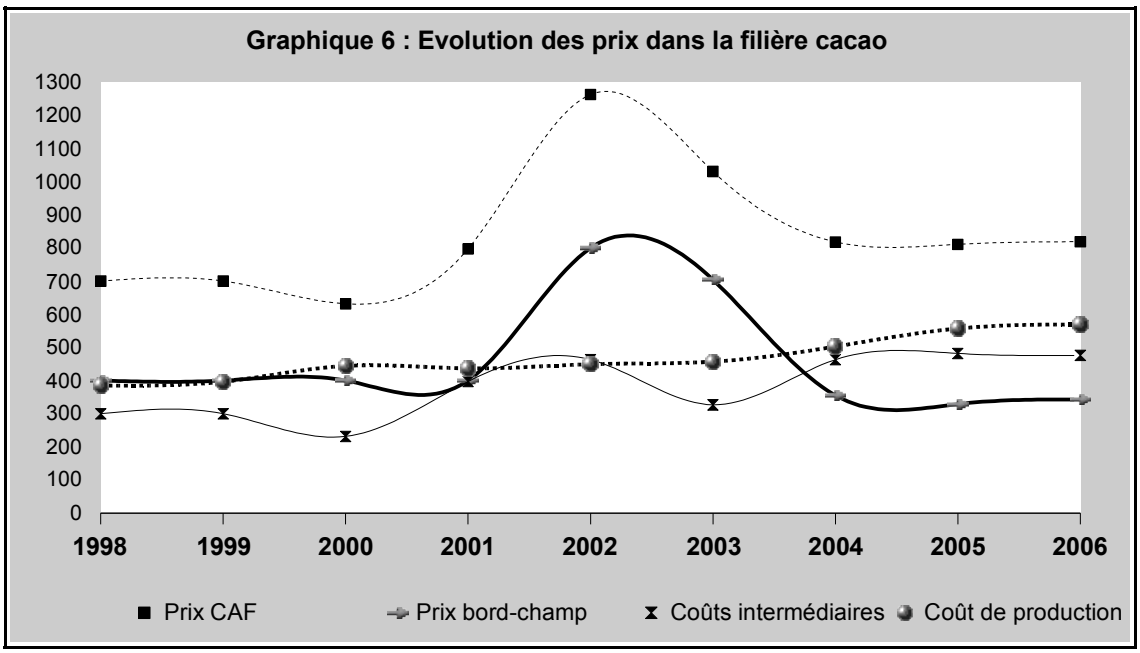
II.3. LES CONTRE-PERFORMANCES DANS CERTAINS SECTEURS D'EXPORTATION

La filière cacao

L'effet-prix sur les exportations de cacao découlant de la baisse des cours à partir de 2003 (cf. II.1), a été amplifié par un effet-quantité. Dans un contexte de libéralisation de la filière en Côte d'Ivoire, devant favoriser la fixation des prix par le marché, le repli des cours mondiaux du cacao conjugué à une hausse des coûts intermédiaires (notamment du transport) s'est traduit par une baisse importante des prix aux producteurs. Le prix d'achat bord-champ du kilogramme de cacao est passé de 704 FCFA à 400 FCFA. Selon les rapports des Institutions de Bretton Woods, ce niveau de prix représente environ 35% du prix FOB, alors que cette proportion se situe à 70% pour les producteurs du Ghana. Ainsi, les écarts de prix se sont fait ressentir sur le niveau de la production. Celle-ci s'est inscrite en baisse de 6,0% en Côte d'Ivoire en 2006, alors qu'elle a progressé de 13,0% au Ghana par rapport à la campagne précédente.

Le prix bord-champ annoncé par le PRIMAC est considéré comme le prix de production qui assure l'équilibre financier de la filière[4]. Le graphique 6 fait ressortir un prix d'équilibre en dessous du coût de production à partir de l'année 2004, avec pour corollaire une accumulation des déficits annuels pour le compte des producteurs. Cette situation serait à l'origine des tensions entre les acteurs dans la filière et du désintérêt de plus en plus exprimé par les producteurs, induisant la baisse de la production.

4 Les prix bord-champs sont estimés par le PRIMAC (Programme d'Information sur les Marchés du Café et du Cacao) en Côte d'Ivoire à partir des prix CAF, par déduction des coûts intermédiaires.



Source : BCEAO

La filière coton

Deux facteurs importants, à savoir les coûts de production unitaires relativement plus élevés et un déficit de valorisation de la qualité intrinsèque, ainsi que les insuffisances d'ordre organisationnel peuvent être relevés pour expliquer la baisse de la rentabilité de la filière.

En effet, bien que disposant d'un avantage sur les coûts de production à l'hectare, du fait de la faible mécanisation et d'un coût de la main-d'œuvre moindre, les pays de l'Union affichent des coûts de production unitaires de la fibre de coton au-dessus de la moyenne mondiale et de ceux des concurrents des pays d'Asie et d'Amérique latine. La faiblesse des rendements dans les pays de l'Union qui ont stagné autour de 450 kilogrammes de fibres à l'hectare contre une moyenne mondiale de 723 kilogrammes à l'hectare en 2005/2006 constitue l'un des facteurs à l'origine de leurs coûts de production élevés. Ces écarts de rendements entre les Etats de l'Union et le reste du monde sont imputables au faible niveau d'investissement desdits Etats dans la recherche et l'utilisation des variétés transgéniques et au fait que la production y est exclusivement pluviale, alors que plus de 60% du coton mondial est irrigué.

Les pays de l'Union affichent en outre des coûts de revient du coton graine relativement plus élevés, comme le laisse paraître l'évolution du rapport entre les prix aux producteurs de coton graine dans l'Union et les cours internationaux de coton fibre, qui s'est accru de plus de 5 points de pourcentage entre 2000 et 2006. Les faiblesses des pays de l'Union en termes de coûts de mise en FOB sont également liées aux charges en aval de la production (transport, égrenage, frais administratifs et d'encadrement), plus importantes, notamment du fait de l'éloignement relatif des zones de production par rapport aux principaux ports d'embarquement, du mauvais état des pistes et de la dispersion des zones de production.

Ces insuffisances, d'ordre structurel, ont été exacerbées par des contraintes externes relatives notamment à la faiblesse des cours internationaux. Ceux-ci se sont repliés, en moyenne annuelle, entre 2000 et 2006 de plus de 2,0%, en liaison essentiellement avec la forte progression de l'offre mondiale, le ralentissement de la demande de coton, du fait de la concurrence accrue de la fibre synthétique, et les distorsions induites par les subventions accordées aux producteurs américains et européens.

Les difficultés financières de la filière se sont aggravées dans l'Union, se traduisant par des déficits récurrents depuis l'année 2000 et une accumulation d'arriérés de paiement aux producteurs et un désintérêt de ceux-ci pour la culture du coton. Cette situation a entraîné une baisse importante de la production, en particulier au cours de la campagne 2004/2005 avec un repli de 14,0%.

Autres filières

Des contre-performances ont été également relevées dans d'autres branches d'exportations, certes moins prédominantes que le cacao et le coton à l'échelle régionale, mais qui s'avèrent importantes dans certains pays. Il s'agit notamment des filières de la noix de cajou, de la pêche et des industries chimiques.

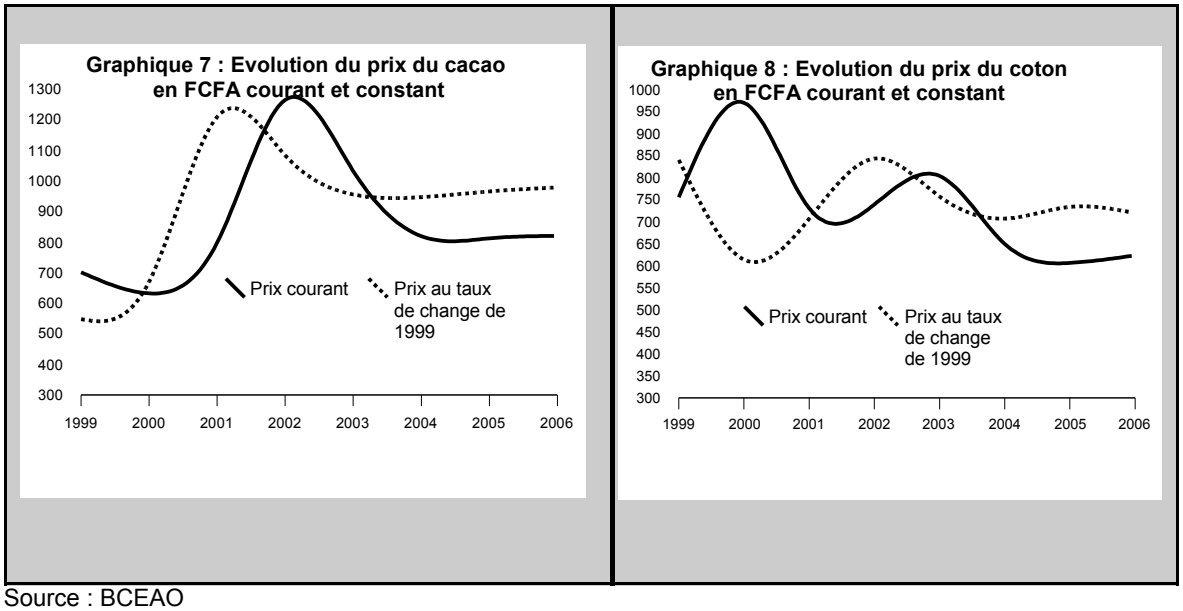
La filière de la ***noix de cajou*** en Guinée-Bissau, principal secteur d'exportation du pays a été confrontée en 2006 à des difficultés dans la commercialisation qui se sont traduites par une baisse de moitié des quantités exportées. Ces difficultés ont été induites par la prise de certaines décisions par les Autorités qui ont eu pour conséquence d'alourdir les charges des exportateurs dans un contexte de baisse des cours internationaux. Il s'agit de la hausse de 40% des prix d'achat aux producteurs, de l'accroissement de la base d'imposition des exportations de 650 dollars des Etats-Unis à 750 dollars et de l'obtention obligatoire d'une autorisation d'exportation d'un coût de 500.000 FCFA. La réduction de la marge des exportateurs découlant de ces facteurs a eu pour corollaire une mévente d'une bonne partie de la production et une baisse des revenus des paysans.

Le ***secteur de la pêche*** est confronté à la rareté de la ressource, notamment au Sénégal, premier exportateur de produits halieutiques de la région où environ 20% des recettes d'exportation proviennent de la pêche. A ce facteur s'ajoutent les effets de la hausse des cours du pétrole qui se sont traduits par la fermeture de plusieurs entreprises du secteur. En dépit de mesures administratives prises, notamment l'observation d'une pause dans la distribution des licences de pêche et la mise en place d'aires maritimes protégées, la raréfaction de la ressource continue d'entretenir des inquiétudes. Les ventes extérieures de produits halieutiques du Sénégal ont enregistré une baisse de 17,2% entre 2002 et 2006.

Le secteur des ***produits chimiques*** se ressent des difficultés rencontrées par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS), principal producteur d'engrais et d'acide phosphorique. En effet, à partir de l'année 2003, la baisse des cours sur le marché international a contribué à réduire les recettes d'exportation des ICS et dégrader le compte d'exploitation de cette entreprise. La crise a abouti au quasi-arrêt de la production en 2006. Les exportations de produits des industries chimiques se sont, en conséquence, repliées pour la quatrième année consécutive.

L'effet du taux de change sur les recettes d'exportation

L'incidence de l'appréciation du FCFA s'est traduite, depuis 2003, par une accentuation de la baisse des prix à l'exportation, donc une diminution des recettes d'exportation exprimées en FCFA. Entre 2003 et 2006, les prix du coton exprimés en FCFA ont baissé de 7,4%, en rythme annuel, comparé à une baisse de 4,3% pour les cours exprimés en dollar. En ce qui concerne le cacao, la baisse des prix exprimés en FCFA a été de 6,5% contre 3,2% pour les cours exprimés en dollar.



Source : BCEAO

Les deux graphiques 8 et 9 retracent l'évolution du prix en FCFA courant et du prix exprimé au taux de change de l'année 1999, date de l'avènement de la monnaie européenne. Il en ressort qu'à partir de 2003, le prix courant est en dessous de son niveau calculé au taux de change de l'année 1999, du fait de l'appréciation du FCFA.

Au total, les contraintes des filières sont pour une bonne partie liées à des coûts de production relativement élevés et à des insuffisances d'ordre organisationnel, dans un contexte marqué par la faiblesse des cours internationaux des produits agricoles exportés. Les difficultés financières et les défauts de paiements se sont accrus rendant la culture de ces produits moins attrayante. La dépréciation du dollar face au FCFA a pu contribuer à la baisse des recettes d'exportations exprimés en FCFA, mais ne constitue pas un facteur principal à l'origine de la faiblesse des performances. En outre, elle a pu atténuer la progression des coûts des facteurs d'origine étrangère. Au demeurant, la dépréciation du dollar n'est pas une contrainte spécifique aux pays de l'Union. S'agissant en particulier du coton, elle a concerné, sans pour autant affecter leurs performances, quasiment l'ensemble des pays producteurs et parfois dans des proportions plus importantes que dans l'Union, notamment au Brésil et en Australie sur la période 2003-2006[5].

5 Entre 2003 et 2006, le réal brésilien et le dollar australien se sont appréciés respectivement de 10,9% et 4,7% contre 3,5% pour le FCFA.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La balance commerciale de l'UEMOA s'est dégradée, notamment à partir de l'année 2003. A la base de cette dégradation, se trouvent aussi bien des facteurs structurels (niveau bas des cours, faiblesse de la compétitivité coût et qualité dans les filières agricoles) et des facteurs conjoncturels (hausse des cours du pétrole, dépréciation du dollar par rapport à l'euro). Les écarts de rendements entre les Etats de l'Union et le reste du monde seraient imputables au faible niveau d'investissement et au fait que la production y est exclusivement pluviale.

La dégradation de la balance commerciale de l'Union s'est traduite par un élargissement du déficit courant extérieur de l'UEMOA, qui, hors dons, s'est établi à 5,3% du PIB en 2006 contre 2,9% en 2002. Le solde global de la balance des paiements de l'Union n'a pas été affecté, grâce à l'évolution favorable des autres postes des comptes extérieurs. Il s'agit notamment :

- des investissements directs reçus dans le secteur des télécommunications et celui des produits énergétiques ;
- de la baisse des engagements libellés en dollars ;
- des économies de charge liées à l'annulation d'une partie des engagements extérieurs financiers et monétaires, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) et de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) et ;
- de l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs.

La situation financière dans les filières agricoles demeure toutefois une source de préoccupation, eu égard aux tensions socio-économiques qu'elle suscite entre les acteurs dans les filières du cacao, du coton ou de la noix de cajou. En effet, la diminution des recettes d'exportation et la hausse des coûts de production et de commercialisation rendent difficile la recherche d'une répartition équitable des revenus entre les différents acteurs des filières. La situation, peu favorable aux producteurs, les amène à abandonner la production. A son tour, la baisse de la production entraîne la diminution des recettes d'exportation et accentue les problèmes de distribution des revenus, entraînant la filière dans un cercle vicieux.

De ce fait, des mesures de court terme pourraient être envisagées avec pour objectif d'améliorer le compte d'exploitation des filières agricoles d'exportation, en mettant notamment en place un mécanisme de fixation des marges bénéficiaires pour les différents acteurs (pisteurs, transporteurs, manutentionnaires, banquiers, assureurs, usiniers), à l'image du mécanisme de fixation automatique des prix à la pompe du carburant, suivant les fluctuations des cours sur le marché international.

A moyen et long terme, les échanges intra-communautaires devraient être encouragés pour limiter l'impact de la hausse des prix à l'importation sur la balance commerciale de l'Union. En outre, des économies d'échelles, notamment en terme de coûts de production des biens agricoles d'exportation, pourraient être réalisées en examinant la situation sur une base régionale et en mettant en œuvre des projets intégrés.

Les actions à privilégier pour améliorer la compétitivité des filières devraient être axées sur l'accroissement des rendements et la réduction des coûts de production, à travers notamment un approvisionnement adéquat en intrants, ainsi que l'encadrement et le renforcement des capacités techniques des producteurs. Il conviendrait également de renforcer les mesures visant à améliorer la qualité des produits d'exportation.

Le soutien à la diversification des exportations devrait être renforcé par une promotion des nouveaux produits qui ont fait leur apparition. Ils sont d'origine agricole (karité, fleurs d'hibiscus, melon, tomates), animale (peaux et produits de la peau) ou extractive (diamant, or et pétrole).

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Evolution des Exportations des autres produits

Annexe 2 : Evolution des importations par groupes de produits

Annexe 3 : tableaux statistiques

Tableau 1 : Principaux produits échangés par l'UEMOA

Tableau 2 : Parts des principaux produits dans les échanges commerciaux

Tableau 2 bis : Contribution des principaux produits à la croissance des échanges

Tableau 3 : Principaux produits échangés par le Bénin

Tableau 4 : Principaux produits échangés par le Burkina

Tableau 5 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire

Tableau 6 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau

Tableau 7 : Principaux produits échangés par le Mali

Tableau 8 : Principaux produits échangés par le Niger

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Sénégal

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Togo

Tableaux 11.a,b,c,d,e : Echanges des produits énergétiques et balance commerciale

ANNEXE I : EVOLUTION DES EXPORTATIONS DES AUTRES PRODUITS

Le caoutchouc

Les exportations de caoutchouc ont progressé de 55,4% en 2006 pour ressortir à 168,3 milliards, sous l'effet de l'accroissement de la demande internationale. Les prix sont en hausse de 41,1%, tandis que les quantités exportées ont augmenté de 10,2%. Le caoutchouc, produit par la Côte d'Ivoire (hévéa) a procuré à l'Union environ 2,5% des recettes d'exportation contre 1,8% l'année précédente.

La banane et l'ananas

L'évolution du marché laisse apparaître une diversification des destinations avec l'importance grandissante des marchés émergents, tels que la Fédération de Russie, la Chine et les pays de l'Europe orientale. Les exportations en provenance des pays ACP bénéficient d'un accès privilégié au marché européen (Accord de Cotonou), mais la compétition avec les variétés d'Amérique centrale tire les prix de la banane vers le bas. Le prix unitaire à l'exportation du kilogramme de banane s'est situé à 210 FCFA en 2006 contre 212 FCFA en 2005 et 212,3 FCFA en 2004. L'Union a exporté 286.400 tonnes de bananes en 2006, un record depuis l'année 1998. Les recettes sont estimées à 60,4 milliards contre 49,7 milliards en 2005 et 53,6 milliards en 2004.

Quant à l'ananas frais, produit essentiellement par la Côte d'Ivoire, les exportations se sont situées à 37,6 milliards contre 25,3 milliards en 2005, sous l'effet d'une hausse des prix. Le binôme banane-ananas représente 1,5% des exportations de l'Union.

Les produits chimiques

L'évolution du secteur des produits chimiques se ressent des difficultés rencontrées par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS) qui ont conduit au quasi-arrêt de ses activités. Les exportations de produits chimiques en 2006 dans ce pays ont baissé de 60% par rapport à 2005. Les produits des industries chimiques sont destinés principalement à l'Inde et au Brésil et ont vu leur part dans les exportations passer de 2,1% en 2003 à 1,1% en 2006.

Les produits de la pêche

Pour l'Union prise dans sa globalité, les revenus issus des ventes extérieures de poissons et de crustacés se sont situés à environ 209,1 milliards en 2006, en baisse de 14,3% par rapport à 2003 du fait des difficultés de la filière au Sénégal. La part des produits de la pêche est estimée à 3,1% du total des exportations de l'Union.

Les produits d'arachide

Ils voient leur part baisser au fil des années, la filière étant toujours confrontée à des difficultés, notamment au Sénégal où la privatisation récente de la SONACOS s'est traduite par une orientation des activités vers la transformation. Les ventes extérieures de produits

arachidiers sont tombées à 32,0 milliards en 2006, alors qu'elles s'établissaient à 48,2 milliards en 2002. Ce repli a été induit par le recul, au cours de cette période, des exportations d'huile brute (-32,0%) et des tourteaux (-65,0%). Les ventes de produits de l'arachide représentent 0,5% des exportations de l'Union.

Le karité

Il est produit essentiellement en Afrique de l'Ouest. Selon les données de la FAO, le Nigeria (59%), le Mali (14%) et le Burkina Faso (12%) assurent l'essentiel de la production mondiale. Toutefois, selon les statistiques douanières, le Bénin est le premier exportateur de karité dans l'UEMOA avec près de 14.000 tonnes, suivi du Burkina Faso (3.000 tonnes). Les statistiques douanières ne fournissent pas d'informations sur les exportations d'amande de karité en Côte d'Ivoire et au Togo. Sur cette base, les tonnages exportés notamment vers l'Europe (Danemark, Suède et France) et de plus en plus vers le Japon, ont été évalués à 15.200 tonnes valorisés à 1,6 milliard, en baisse tendancielle par rapport aux 4,5 milliards de ventes en 2003.

De **nouveaux produits** prennent de l'importance dans les exportations de l'Union. Il s'agit des maraîchages et de l'arboriculture fruitière qui sont en plein développement. Le Sénégal produit et exporte de plus en plus les melons et la tomate sucrée. En revanche, les exportations de haricot et de mangues, notamment par le Sénégal et le Burkina sont en baisse. Au Burkina où quelques éléments statistiques sont disponibles, les exportations de haricot vert ont chuté de 3.000 tonnes à 1.000 tonnes environ entre 2003 et 2006 et celles des mangues ont diminué de 700 tonnes à moins de 100 tonnes au cours de la même période, du fait de l'absence de politique commerciale propre à ces filières.

ANNEXE II : EVOLUTION DES IMPORTATIONS PAR GROUPES DE PRODUITS

1. Les produits énergétiques

Cette catégorie de biens importés a enregistré une croissance moyenne annuelle de 29,1% en valeur sur la période 2003-2006 contre une baisse moyenne de 5,2% au cours de la période 2000-2003. En volume, les importations de produits pétroliers ont augmenté de 5,5% en moyenne sur la période 2003-2006, alors qu'elles ont baissé de 2,4% en moyenne sur la période 2000-2003. Leur poids dans le total des importations de l'Union est ressorti à 26,4% en 2006 contre 17,6% en 2003. La contribution des produits énergétiques à l'accroissement des importations est estimée à 5,7 points de pourcentage sur la période 2003-2006.

2. Les biens d'équipement

Les achats de biens d'équipement se sont accrus de 6,2% en moyenne sur la période 2003-2006 contre une croissance moyenne de 15,6% au cours de la période 2000-2003. En volume, les importations de biens d'équipement se sont accrues de 4,2% contre 16,1% au cours de la période précédente. Les biens d'équipement ont contribué pour 1,6 point de pourcentage à la croissance des importations de l'Union au cours de la période 2003-2006, contre 3,3 points entre 2000 et 2003. Les importations de machines, de matériels électriques et de transports avaient connu une forte croissance entre 2000 et 2003, en liaison avec la croissance économique au Burkina, au Bénin et au Sénégal, et les besoins d'équipement militaire en Côte d'Ivoire.

Au cours de la période récente, les importations de biens d'équipement sont portées par les BTP qui enregistrent une croissance supérieure à 10% dans la plupart des Etats de l'Union. Elles restent également liées à l'essor de la téléphonie mobile et fixe, dont le marché est en croissance rapide. Les biens d'équipement constituent en 2006 le deuxième poste des importations après les produits énergétiques, avec un poids de 22,5%.

3. Les produits de consommation finale

Les achats de produits alimentaires et des autres biens de consommation utilitaires ont également progressé (2,8% pour les produits alimentaires et 14,7% pour les autres biens de consommation). Leurs contributions à l'accroissement des importations sont évaluées à 1,0 et 1,9 point. Les achats de riz représentent le premier poste des produits alimentaires, du fait de la baisse de la production locale face à la concurrence du riz asiatique. Les importations de blé sont stables mais soumises à une hausse des prix à l'importation.

4. Les biens intermédiaires

Les importations de biens intermédiaires enregistrent un accroissement moyen de 7,4% entre 2003 et 2006 (contre 7,2% entre 2000 et 2003) et représentent 18,8% du total des importations en 2006 contre 21,0 en 2003. Elles sont portées par les matériaux de construction, les ouvrages métalliques, le soufre et les composants entrant dans la fabrication du ciment destiné au secteur des BTP. Elles ont contribué à hauteur de 1,4 point à la croissance des importations et expliquent, en partie, l'amélioration de la contribution de l'Europe à la croissance des importations de l'Union.

Tableau 1 : Principaux produits échangés par l'UEMOA (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne (2000-2002)	Moyenne (2003-2006)
EXPORTATION FOB ajustées	**4595,3**	**4962,6**	**5906,8**	**5602,1**	**5952,0**	**6477,2**	**7272,7**	**5154,9**	**6326,0**
EXPORTATION FOB non ajustées	**4033,7**	**4425,8**	**5421,3**	**5228,0**	**5520,9**	**6033,7**	**6750,3**	**4626,9**	**5883,2**
Produits du cacao	741,6	962,3	1578,2	1378,9	1159,8	1098,0	1071,0	1094,0	1176,9
Produits du café	222,6	107,6	85,3	83,6	70,4	62,1	88,5	138,5	76,1
Produits du coton	434,2	358,5	450,4	565,8	598,6	469,4	437,1	414,4	517,7
Produits de l'arachide	58,7	66,1	48,2	25,2	17,4	21,8	34,0	57,6	24,6
Produits de l'anacarde	86,0	79,6	80,2	60,1	83,0	97,2	87,2	81,9	81,9
Or et métaux précieux	223,7	385,3	434,6	339,8	291,5	406,2	633,3	347,9	417,7
Phosphate	49,1	45,8	40,9	25,6	33,3	19,2	17,3	45,3	23,8
Uranium	64,0	63,0	62,5	65,5	70,1	78,5	79,6	63,2	73,4
Produits pétroliers	601,2	520,3	553,6	567,0	775,0	1272,2	1902,7	558,4	1129,2
Produits de la pêche	248,7	251,3	278,4	244,2	244,8	218,1	209,1	259,5	229,1
Produits chimiques	61,5	77,9	151,9	110,9	123,1	129,1	71,1	97,1	108,6
Caoutchouc	55,9	52,3	61,7	72,6	87,9	108,2	168,3	56,6	109,3
Bois	197,0	203,0	176,4	156,2	181,5	179,3	160,7	192,1	169,4
Banane	48,6	51,5	51,4	51,0	53,6	49,7	60,4	50,5	53,7
Ananas	34,0	34,0	31,2	29,6	29,3	25,3	37,6	33,1	30,5
Huile de palme	25,2	26,2	24,8	32,2	38,4	36,4	36,3	25,4	35,8
Animaux vivants	46,8	55,7	33,2	28,0	26,1	31,1	30,8	45,2	29,0
IMPORTATION CAF ajustées	**5226,9**	**5595,2**	**5717,6**	**6200,8**	**6845,5**	**8233,1**	**8657,3**	**5513,2**	**7484,2**
IMPORTATION CAF non ajustées	**4725,5**	**5284,9**	**5380,0**	**5847,8**	**6439,1**	**7642,0**	**8097,4**	**5130,1**	**7006,6**
Biens de consommation	1543,5	1960,4	2100,0	2052,1	2238,2	2512,0	2614,8	1868,0	2354,3
dont produits alimentaires	935,3	1040,4	1135,8	1220,8	1169,7	1306,2	1447,5	1037,2	1286,0
Produits énergétiques	1154,5	1073,5	913,8	1028,5	1331,8	1852,8	2140,7	1047,3	1588,4
Biens intermédiaires	1004,9	1177,0	1232,6	1229,3	1262,4	1382,9	1519,2	1138,1	1348,4
Biens d'équipement	1021,4	1075,0	1132,7	1537,1	1605,9	1894,7	1822,1	1076,4	1714,9

Sources : Instituts nationaux de statistique, Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 2 : Parts des principaux produits dans les échanges commerciaux (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne (2000-2002)	Moyenne (2003-2006)
EXPORTATION FOB ajustées	**113,9**	**112,1**	**109,0**	**107,2**	**107,8**	**107,3**	**107,7**	**111,7**	**107,5**
EXPORTATION FOB non ajustées	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Produits du cacao	18,4	21,7	29,1	26,4	21,0	18,2	15,9	23,1	20,4
Produits du café	5,5	2,4	1,6	1,6	1,3	1,0	1,3	3,2	1,3
Produits du coton	10,8	8,1	8,3	10,8	10,8	7,8	6,5	9,1	9,0
Produits de l'arachide	1,5	1,5	0,9	0,5	0,3	0,4	0,5	1,3	0,4
Produits de l'anacarde	2,1	1,8	1,5	1,1	1,5	1,6	1,3	1,8	1,4
Or et métaux précieux	5,5	8,7	8,0	6,5	5,3	6,7	9,4	7,4	7,0
Phosphate	1,2	1,0	0,8	0,5	0,6	0,3	0,3	1,0	0,4
Uranium	1,6	1,4	1,2	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4	1,3
Produits pétroliers	14,9	11,8	10,2	10,8	14,0	21,1	28,2	12,3	18,5
Produits de la pêche	6,2	5,7	5,1	4,7	4,4	3,6	3,1	5,7	4,0
Produits chimiques	1,5	1,8	2,8	2,1	2,2	2,1	1,1	2,0	1,9
Caoutchouc	1,4	1,2	1,1	1,4	1,6	1,8	2,5	1,2	1,8
Bois	4,9	4,6	3,3	3,0	3,3	3,0	2,4	4,2	2,9
Banane	1,2	1,2	0,9	1,0	1,0	0,8	0,9	1,1	0,9
Ananas	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4	0,6	0,7	0,5
Huile de palme	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,6
Animaux vivants	1,2	1,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
IMPORTATION CAF ajustées	**110,6**	**105,9**	**106,3**	**106,0**	**106,3**	**107,7**	**106,9**	**107,6**	**106,7**
IMPORTATION CAF non ajustées	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Biens de consommation	32,7	37,1	39,0	35,1	34,8	32,9	32,3	36,3	33,8
dont produits alimentaires	19,8	19,7	21,1	20,9	18,2	17,1	17,9	20,2	18,5
Produits énergétiques	24,4	20,3	17,0	17,6	20,7	24,2	26,4	20,6	22,2
Biens intermédiaires	21,3	22,3	22,9	21,0	19,6	18,1	18,8	22,1	19,4
Biens d'équipement	21,6	20,3	21,1	26,3	24,9	24,8	22,5	21,0	24,6

Sources : Instituts nationaux de statistique, Statistiques douanières, BCEAO
(*) : Estimations

Tableau 2 bis: Contribution des principaux produits à la croissance des échanges (en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne (2000-2003)	Moyenne (2003-2006)
EXPORTATION FOB ajustées		**8,0**	**19,0**	**-5,2**	**6,2**	**8,8**	**12,3**	**9,5**	**9,1**
EXPORTATION FOB non ajustées		**9,7**	**22,5**	**-3,6**	**5,6**	**9,3**	**11,9**	**5,2**	**8,9**
Produits du cacao		5,5	13,9	-3,7	-4,2	-1,1	-0,4	-1,1	-1,9
Produits du café		-2,9	-0,5	0,0	-0,3	-0,2	0,4	0,8	0,0
Produits du coton		-1,9	2,1	2,1	0,6	-2,3	-0,5	-0,2	-0,7
Produits de l'arachide		0,2	-0,4	-0,4	-0,1	0,1	0,2	-0,2	0,0
Produits de l'anacarde		-0,2	0,0	-0,4	0,4	0,3	-0,2	1,1	0,2
Or et métaux précieux		4,0	1,1	-1,7	-0,9	2,1	3,8	-0,2	1,6
Phosphate		-0,1	-0,1	-0,3	0,1	-0,3	0,0	0,0	0,0
Uranium		0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,02	-0,34	0,09
Produits pétroliers		-2,0	0,8	0,2	4,0	9,0	10,4	0,0	7,8
Produits de la pêche		0,1	0,6	-0,6	0,0	-0,5	-0,1	0,4	-0,2
Produits chimiques		0,4	1,7	-0,8	0,2	0,1	-1,0	0,1	-0,2
Caoutchouc		-0,1	0,2	0,2	0,3	0,4	1,0	-0,3	0,6
Bois		0,1	-0,6	-0,4	0,5	0,0	-0,3	0,0	0,0
Banane		0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,1
Ananas		0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,0
Huile de palme		0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Animaux vivants		0,2	-0,5	-0,1	0,0	0,1	0,0	5,9	0,0
IMPORTATION CAF ajustées		**7,0**	**2,2**	**8,4**	**10,4**	**20,3**	**5,2**	**7,4**	**11,9**
IMPORTATION CAF non ajustées		**11,8**	**1,8**	**8,7**	**10,1**	**18,7**	**6,0**	**3,5**	**11,6**
Biens de consommation		8,8	2,6	-0,9	3,2	4,3	1,3	1,9	2,9
dont produits alimentaires		2,2	1,8	1,6	-0,9	2,1	1,8	-0,9	1,0
Produits énergétiques		-1,7	-3,0	2,1	5,2	8,1	3,8	1,5	5,7
Biens intermédiaires		3,6	1,1	-0,1	0,6	1,9	1,8	3,2	1,4
Biens d'équipement		1,1	1,1	7,5	1,2	4,5	-0,9	0,0	1,6

Sources : Instituts nationaux de statistique, Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 3 : Principaux produits échangés par le Bénin (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**273,67**	**269,32**	**308,26**	**309,23**	**293,65**	**297,01**	**377,89**
EXPORTATION FOB non ajustées	**134,14**	**133,87**	**167,53**	**157,85**	**158,73**	**153,25**	**116,71**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	103,61	96	100,28	117,25	114,35	97,08	56,06
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0		
Produits de l'anacarde	12,37	8,17	11,95	8,2	8,78	10,5	8,6
Or et métaux précieux	4,18	7,5	9,27	3,16	0,38	3,72	3,58
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	0	0	0	0	0	0	0
Produits de la pêche	1,04	1,75	2,15	1,08	0,33	0,65	0,52
Produits chimiques							
Huile de palme	-	-	0,1	1,69	1,18	0,23	2,31
Tabacs et cigarettes	-	-	2,49	5,7	10,28	10,3	18,39
IMPORTATION CAF ajustées	**433,33**	**488,59**	**560,25**	**564,63**	**469,15**	**537,23**	**642,35**
IMPORTATION CAF non ajustées	**385,81**	**440,73**	**502,45**	**514,95**	**469,91**	**473,98**	**524,7**
Biens de consommation	151,8	168,31	216,68	208,21	190,22	225,07	261,64
dont produits alimentaires	84,63	89,81	120,12	124,91	115,75	142,98	161,57
Produits énergétiques	73,25	76,24	87,51	104,86	108,3	96,86	113,6
Biens intermédiaires	98,12	120,18	126,29	111,27	91,14	90,58	86,88
Biens d'équipement	61,32	74,96	71,08	89,69	79,6	61,73	61,93

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 4 : Principaux produits échangés par le Burkina (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**146,4**	**163,83**	**170,79**	**186,27**	**253,2**	**247,1**	**307,6**
EXPORTATION FOB non ajustées	**125,04**	**126,24**	**118**	**168,46**	**215,24**	**187,24**	**242,99**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	74,32	75,19	72,39	131,73	155,2	130,31	161,42
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0	0	0
Produits de l'anacarde	0	0	0	0	0	0	0
Or et métaux précieux	2,49	0,95	0,8	1,34	1,18	1,62	4,68
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	-	-	-	-	-	10,15	20,62
Produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	0	0	0	0	0	0	0
Animaux vivants	9,09	9,65	5,84	3,51	3,21	3,28	3,21
Amande de Karité et autres oléagine	5,93	5,8	8,5	7,52	12,48	9,6	14,26
IMPORTATION CAF ajustées	**436,22**	**441,81**	**453,53**	**481,93**	**579,36**	**637,65**	**689,46**
IMPORTATION CAF non ajustées	**368,87**	**404,42**	**402,16**	**461,97**	**562,66**	**659,65**	**785,08**
Biens de consommation	92,82	130,38	122,18	121,59	208,95	224,9	215,7
Dont produits alimentaires	49,02	71,84	68,12	69,3	73,44	68,1	69,66
Produits énergétiques	80,97	83,33	68,08	87,44	95,15	104,35	198,11
Biens intermédiaires	95,32	102,38	119,2	128,61	127,32	188,06	221,65
Biens d'équipement	99,76	88,33	92,7	124,32	131,23	142,34	149,63

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 5 : Principaux produits échangés par la Côte d'Ivoire (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**2654,9**	**2770,52**	**3561,3**	**3264,2**	**3539,9**	**3939,6**	**4307,19**
EXPORTATION FOB non ajustées	**2534,37**	**2669,4**	**3456,17**	**3189,59**	**3457,7**	**3825,15**	**4256,5**
Produits du cacao	738,27	958,94	1573,33	1372,54	1146,78	1087,35	1063,12
Produits du café	214,38	104,1	83,09	82,6	68,7	59,73	86,92
Produits du coton	104,99	90,96	93,44	103,14	81,47	73,71	59,06
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0		
Produits de l'anacarde	31	27	34,5	22	36	52,07	47,71
Or et métaux précieux	24	23	22	8,5	8,65	11,11	13,27
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	522,94	396,12	405,81	408,38	640,4	1060,7	1569,5
Produits de la pêche	85,18	73,76	94,74	79,05	81,14	51,07	63,02
Produits chimiques	4,5	4,4	3,3	3,3	2,4	15,5	13,4
Caoutchouc	55,9	52,3	61,66	72,62	87,87	108,25	168,27
Bois	197	203	176,41	156,22	181,49	179,28	160,67
Banane	48,61	51,46	51,41	50,99	53,59	49,71	60,4
Ananas	34	34	31,24	29,65	29,33	25,32	37,59
Huile de palme	25,2	26,2	24,69	30,46	37,19	36,22	33,95
IMPORTATION CAF ajustées	**1979,5**	**1968,8**	**1980,1**	**2169,9**	**2620,7**	**3227,3**	**3172,81**
IMPORTATION CAF non ajustées	**1771,59**	**1867,24**	**1816,3**	**2048,83**	**2487,19**	**3098,07**	**3041,35**
Biens de consommation	605,65	738,79	773,95	787	844,43	909,54	971,24
Dont produits alimentaires	397,8	361,88	414,45	450,22	432,8	456,76	531,47
Produits énergétiques	597,59	490,9	370,84	350,46	576,5	868,02	966,46
Biens intermédiaires	302,32	359,8	338,6	287,14	319,35	352,72	426,34
Biens d'équipement	266,04	277,74	332,91	624,23	746,92	967,78	677,32

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 6 : Principaux produits échangés par la Guinée-Bissau (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**42,66**	**46,11**	**37,89**	**37,76**	**40**	**47,31**	**38,77**
EXPORTATION FOB non ajustées	**42,66**	**45,93**	**35,27**	**30,19**	**38,19**	**33,76**	**30,29**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	0,63	0,78	0,92	0,13	-	-	0,02
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0	0	0
Produits de l'anacarde	42,66	44,4	33,8	29,92	38,19	33,66	28,9
Or et métaux précieux	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	0	0	0	0	0	0	0
Produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	0	0	0	0	0	0	0
IMPORTATION CAF ajustées	**42,42**	**54,84**	**49,42**	**46,01**	**50,8**	**64,97**	**75,73**
IMPORTATION CAF non ajustées	**42,42**	**31,43**	**29,95**	**36,46**	**33,36**	**43,59**	**57,77**
Biens de consommation	23,02	19,8	18,37	21,03	17,23	22,69	29,83
dont produits alimentaires	19,46	16,4	15,18	15,95	12,55	18,03	22,47
Produits énergétiques	3,37	4,02	3,81	5,1	7,54	8,79	12,39
Biens intermédiaires	5,36	2,34	3,01	4,37	3,4	4,27	4,94
Biens d'équipement	10,69	7,27	4,77	5,97	5,19	7,84	10,61

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 7 : Principaux produits échangés par le Mali (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**388,13**	**531,6**	**609,94**	**539,26**	**512,74**	**576,58**	**808,26**
EXPORTATION FOB non ajustées	**391,95**	**523,1**	**593,92**	**577,46**	**519,27**	**571,94**	**793,3**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	116,18	73,27	130,95	144,3	187,89	140,49	131,95
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0	1	2
Produits de l'anacarde	0	0	0	0	0	1	2
Or et métaux précieux	193	353,81	402,56	326,83	270,57	355,5	587,49
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	3,43	7,24	6,05	3,36	1,97	3,2	4,62
Produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	0	0	0	0	0	0	0
Animaux vivants	37,7	46,1	27,33	24,54	22,9	27,83	27,54
IMPORTATION CAF ajustées	**573,52**	**715,6**	**639,87**	**727,98**	**732,78**	**825,06**	**951**
IMPORTATION CAF non ajustées	**573,52**	**725,03**	**646,77**	**739,07**	**716,39**	**813,85**	**951,86**
Biens de consommation	125,92	175,6	166,77	177,78	186,91	216,76	260,01
dont produits alimentaires	75,09	87,9	83,78	124,83	98,1	134,34	167,06
Produits énergétiques	120,61	138,03	112,89	130,28	152,2	196,53	227,91
Biens intermédiaires	138,03	189,5	208,84	231,55	219,37	244,71	249,49
Biens d'équipement	188,97	221,9	158,27	199,48	157,9	155,84	214,45

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 8 : Principaux produits échangés par le Niger (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**196,65**	**195,32**	**193,1**	**200,82**	**214,18**	**209,39**	**230,24**
EXPORTATION FOB non ajustées	**159,7**	**148,34**	**130,36**	**132,69**	**153,11**	**182,9**	**212,16**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	0	0	0	0	0	0	0
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0	0	0
Produits de l'anacarde	0	0	0	0	0	0	0
Or et métaux précieux	0	0	0	0	10,75	34,2	24,27
Phosphate	0	0	0	0	0	0	0
Uranium	64,02	63,05	62,46	65,52	70,1	78,5	79,6
Produits pétroliers	2,61	3,22	1,92	1,93	2,39	2,71	0,52
Produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	0
Produits chimiques	0	0	0	0	0	0	0
Animaux vivants	35,03	30,14	24,61	26,27	22,38	19,33	26,69
Oignons	10,2	3,93	4,94	12,63	14,51	12,42	11,74
IMPORTATION CAF ajustées	**279,79**	**294,18**	**314,15**	**341,9**	**375,65**	**497,6**	**496,33**
IMPORTATION CAF non ajustées	**264,93**	**283,33**	**302,49**	**324,7**	**358,63**	**388,62**	**445,79**
Biens de consommation	141,37	178,24	172,57	180,65	178,78	197,1	182,37
dont produits alimentaires	74,27	92,7	100,17	96,05	90,62	123,95	111,33
Produits énergétiques	54,79	31,15	34,26	44,32	51,2	56,87	64,12
Biens intermédiaires	17,63	19,4	17,4	14,94	12,06	19,51	24,36
Biens d'équipement	51,14	54,55	78,26	84,8	116,56	115,15	174,95

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 9 : Principaux produits échangés par le Sénégal (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**635,28**	**724,02**	**733,94**	**722,34**	**786,18**	**819**	**817,09**
EXPORTATION FOB non ajustées	**493,52**	**580,46**	**668,99**	**669,81**	**719,1**	**820,3**	**793,33**
Produits du cacao	0	0	0	0	0	0	0
Produits du café	0	0	0	0	0	0	0
Produits du coton	4,36	5,94	9,69	12,4	15,3	11,23	12,77
Produits de l'arachide	58,66	66,08	48,2	25,23	17,4	20,8	31,96
Produits de l'anacarde	0	0	0	0	0	0	0
Or et métaux précieux	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	14,67	13,69	12,18	5,3	7,89	0,76	0,72
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	57,16	90,34	95,29	109,3	115,2	162,77	220,15
Produits de la pêche	162,44	175,8	181,49	164,1	163,3	166,44	145,56
Produits chimiques	56,97	69,37	145,36	98,22	117,12	103,88	45,57
IMPORTATION CAF ajustées	**1081,32**	**1188,4**	**1253,18**	**1354,75**	**1488**	**1723,94**	**1891**
IMPORTATION CAF non ajustées	**1087,84**	**1272,61**	**1399,04**	**1391,59**	**1517,1**	**1849,82**	**1917,75**
Biens de consommation (2)	324,14	469,51	551,74	472,49	518,7	625,22	557,85
dont produits alimentaires	209,7	289,7	308,9	316,5	326,9	340,2	348
Produits énergétiques	184,3	212,1	198,1	247,2	278,5	431,6	460,8
Biens intermédiaires	290,2	300,9	328	361,5	408,1	414,1	426,2
Biens d'équipement	289,2	290,1	321,2	310,4	311,8	378,9	472,9

(2) : répartition des données ajustées

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

Tableau 10 : Principaux produits échangés par le Togo (en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
EXPORTATION FOB ajustées	**257,61**	**261,85**	**291,59**	**342,19**	**312,17**	**341,22**	**385,72**
EXPORTATION FOB non ajustées	**152,33**	**198,44**	**251,07**	**301,95**	**259,53**	**259,18**	**305**
Produits du cacao	3,3	3,4	4,9	6,4	13,04	10,62	7,87
Produits du café	8,2	3,5	2,2	1	1,7	2,33	1,62
Produits du coton	30,1	16,38	42,71	56,86	44,37	16,62	15,87
Produits de l'arachide	0	0	0	0	0	0	0
Produits de l'anacarde	0	0	0	0	0	0	0
Or et métaux précieux	0	0	0	0	0	0	0
Phosphate	34,4	32,1	28,7	20,32	25,38	18,42	16,57
Uranium	0	0	0	0	0	0	0
Produits pétroliers	15,1	23,4	44,5	44	15	32,7	87,29
Produits de la pêche	0	0	0	0	0	0	
Produits chimiques	0	4,1	3,19	9,38	3,62	9,72	12,1
Clinker	-	-	8,48	27,9	26,15	31,85	30,92
Ciment	-	-	38,69	42,62	35,55	20,92	28,16
IMPORTATION CAF ajustées	**400,74**	**443,01**	**467,14**	**513,65**	**529,07**	**719,35**	**738,68**
IMPORTATION CAF non ajustées (1)	**230,49**	**260,12**	**280,87**	**330,27**	**293,82**	**314,45**	**373,13**
Mouvement d'entrepôts	182,87	223,85	285,33	290,45	283,85	406,85	390,3
Biens de consommation	78,75	79,78	77,77	83,39	92,97	90,69	136,15
dont produits alimentaires	25,33	30,2	25,12	23,04	19,55	21,85	35,89
Produits énergétiques	39,62	37,71	38,33	58,81	62,42	89,74	97,29
Biens intermédiaires	57,9	82,47	91,25	89,88	81,7	68,92	79,38
Biens d'équipement	54,23	60,16	73,53	98,19	56,74	65,1	60,32

(1) Commerce spécial

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

BCEAO

Tableaux 11.a : Importations produits énergétiques par les pays de l'Union (FOB) (*)
(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin	62,26	64,81	74,38	89,13	92,06	82,33	96,56
Burkina	68,83	70,83	57,87	74,33	80,88	88,7	168,39
Côte d'Ivoire	517,51	425,12	321,15	303,5	499,25	751,71	836,95
Guinée Bissau	2,86	3,41	3,24	4,33	6,41	7,47	10,53
Mali	96,49	110,42	90,31	104,22	121,76	157,23	182,33
Niger	43,45	24,7	27,17	35,14	40,6	45,1	50,85
Sénégal	162,18	186,65	174,33	217,54	245,08	379,81	405,5
Togo	35,26	33,56	34,11	52,34	55,55	79,87	86,59
Total agrégé	988,85	919,5	782,55	880,53	1141,59	1592,2	1837,71

(*) estimé à partir des données CAF en déduisant le fret et l'assurance

Source : BCEAO

Tableaux 11.b : Exportations produits énergétiques par les pays de l'Union
(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin	0	0	0	0	0	0	0
Burkina	-	-	-	-	-	10,15	20,62
Côte d'Ivoire	522,94	396,12	405,81	408,38	640,4	1060,7	1569,5
Guinée Bissau	0	0	0	0	0	0	0
Mali	3,43	7,24	6,05	3,36	1,97	3,2	4,62
Niger	2,61	3,22	1,92	1,93	2,39	2,71	0,52
Sénégal	57,16	90,34	95,29	109,3	115,2	162,77	220,15
Togo	15,1	23,4	44,5	44	15	32,7	87,29
Total agrégé	601,24	520,32	553,57	566,98	774,96	1272,22	1902,69

Source : BCEAO

BCEAO

Tableaux 11.c : Solde des échanges de produits énergétiques dans les pays de l'UEMOA
(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin	-62,26	-64,81	-74,38	-89,13	-92,06	-82,33	-96,56
Burkina	-68,83	-70,83	-57,87	-74,33	-80,88	-78,54	-147,77
Côte d'Ivoire	5,42	-29	84,66	104,88	141,15	308,99	732,54
Guinée Bissau	-2,86	-3,41	-3,24	-4,33	-6,41	-7,47	-10,53
Mali	-93,06	-103,19	-84,27	-100,86	-119,79	-154,03	-177,72
Niger	-40,84	-21,48	-25,24	-33,21	-38,21	-42,39	-50,32
Sénégal	-105,03	-96,31	-79,04	-108,23	-129,88	-217,04	-185,36
Togo	-20,16	-10,16	10,39	-8,34	-40,55	-47,17	0,71
Total agrégé	-387,61	-399,18	-228,98	-313,56	-366,63	-319,97	64,98
Total hors Côte d'Ivoire	-393,03	-370,18	-313,64	-418,44	-507,78	-628,96	-667,56

Source : BCEAO

Tableau 11.d : Balance Commerciale des Etats membres de l'UEMOA (tous produits)
(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin	-88,1	-131,5	-161	-161,6	-144,45	-151,6	-162,2
Burkina	-222,2	-209,5	-210,9	-212	-244,7	-293,4	-254,5
Côte d'Ivoire	1058,2	1120,2	1965	1485,8	1388,3	1290,33	1625,7
Guinée Bissau	4,2	0,9	-2,9	-0,1	-3,8	-8,57	-27,6
Mali	-33,4	-7	113,4	-35,1	-61,52	-76,23	39,2
Niger	-28,9	-43,1	-63,9	-79,4	-80,8	-154	-125,7
Sénégal	-296,7	-311,8	-374,5	-469,9	-521,1	-691,3	-836,5
Togo	-87,4	-116,4	-105,6	-91,1	-133,3	-270,35	-242,8
Total agrégé	305,7	301,8	1159,6	436,6	198,64	-355,12	15,6
Total hors Côte d'Ivoire	-752,5	-818,4	-805,4	-1049,2	-1189,67	-1645,45	-1610,1

Source : BCEAO

BCEAO

Tableaux 11.e : Balance commerciale des Etats membres de l'UEMOA (hors produits pétroliers)
(en milliards FCFA)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin	-25,84	-66,69	-86,62	-72,47	-52,39	-69,27	-65,64
Burkina	-153,37	-138,67	-153,03	-137,67	-163,82	-214,86	-106,73
Côte d'Ivoire	1052,78	1149,2	1880,34	1380,92	1247,15	981,34	893,16
Guinée Bissau	7,06	4,31	0,34	4,23	2,61	-1,1	-17,07
Mali	59,66	96,19	197,67	65,76	58,28	77,8	216,92
Niger	11,94	-21,62	-38,66	-46,19	-42,59	-111,61	-75,38
Sénégal	-191,67	-215,49	-295,46	-361,67	-391,22	-474,26	-651,14
Togo	-67,24	-106,24	-115,99	-82,76	-92,75	-223,18	-243,51
Total agrégé	693,31	700,98	1388,58	750,16	565,26	-35,14	-49,38
Total hors Côte d'Ivoire	-359,47	-448,22	-491,76	-630,76	-681,89	-1016,48	-942,54

Source : BCEAO

Dernière date de mise à jour : 18/02/2008

IMPRIMERIE BCEAO

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int